

B. VENDREDI

On s'abonne :
BRUXELLES, rue des Postes, n° 62;
PROVINCES, dans tous les bureaux de poste;
PARIS, Havas, rue J.-J. Rousseau, 51;
ALLEMAGNE, AUTRICHE, SUISSE (principales villes),
Habsbourg et Vogler;
LONDRES, Cour du son, 2, St-Anne's lane; Delany,
Davies et Co, n° 4, Finch lane, Cornhill; 4, Cecil st.,
Strand; Smith and son, 186, Strand; A. Maurice, 13,
Tavistock Row; Aug. Siegel, 410, Leadenhall street.
AMSTERDAM, B. Essendracht, libraire;
LA HAYE, Balinante frères, libraires;
ROTTERDAM, MM. Nijgh et Van Dijk, libraires
LUXEMBOURG, au bureau de poste;
ROME, Moris, libraire, place Colonna;
GENÈVE, Grinowich, place de la Poste, 21;
FLORENCE, Vieuxseux, cabinet lithographique;
NAPLES, Deiken et Rocholl;
MADRID, Alphonse Duran, Bailly Baillière;
CONSTANTINOPLE, Christian Roth, libraire;
SANTO DOMINGO, Decipris et Co, libraires.

L'INDÉPENDANCE

Belgique : un numéro 20 centimes.

PRIX (Bruxelles, 42 fr. par trimestre, 40 par année)
Province, 43 fr. »
La France, 44 fr. »
Allemagne, 48 fr. »
Autriche, 48 fr. »
Autres pays, 42 fr. par trim., port en sus.

D'ABONNEMENT. Aux demandes d'abonnement doit être joint un mandat de poste ou autre à vue sur Bruxelles.
Tout changement d'adresse doit être accompagné de la dernière bande.

BELGE.

Edition du matin

BRUXELLES, 21 novembre

REVUE POLITIQUE.

Nous n'avons pas encore de nouvelles de ce qui s'est passé aujourd'hui dans la commission de l'Assemblée de Versailles, chargée d'examiner la proposition de M. de Kerdrel. Nous ne savons même pas si, comme on l'annonçait de toute part, le président de la république a eu aujourd'hui avec les mandataires des bureaux l'explication attendue avec impatience par lui-même et par tout le monde.

M. Thiers paraît être sans avoir quelconque confiance dans le résultat de cette explication, en dépit de l'esprit d'hostilité persistante qu'accusent à son égard la nomination de M. d'Audiffert-Pasquier comme président et celle de M. Raoul Duval comme secrétaire de la commission. C'est pourquoi, ainsi qu'on nous l'écrit de Paris et de Versailles, il aurait décidé d'aujourd'hui, quant à lui, toute résolution définitive jusqu'au moment où la présentation du rapport sur la proposition de M. de Kerdrel amènera tout naturellement l'occasion de demander à l'Assemblée qu'elle fasse nettement connaître sa volonté.

A ce propos, le *Journal des Débats*, tout en croyant pouvoir constater qu'il paraît s'établir dans la Chambre « une certaine atmosphère de conciliation et de pacification », fait remarquer qu'un vote de confiance, pour n'être pas un vain simulacre, devra cette fois s'exprimer par un acte. Cet acte, d'après les *Débats*, devrait être une modification dans les rapports actuels du Président et de l'Assemblée; il pourrait trouver sa réalisation dans un projet confiant à M. Thiers le pouvoir présidentiel pour quatre ans et instituant une commission chargée de préparer plusieurs lois organiques. Ce projet aurait peut-être des chances de ralliement majoritaire, car d'autres du même genre, mais il ne nous paraît pas bien certain qu'il soit de nature à terminer réellement et définitivement la crise. Le choix des lois organiques à préparer et l'esprit dans lequel il s'agit de les rédiger provoqueraient inévitablement de nouvelles divisions, et il n'est que trop probable que le président de la république serait de nouveau, à propos de l'une ou de l'autre, exposé aux hostilités de la droite, à moins que des maintenant, ce que nous tenons pour impossible, — il ne fût résolu à laisser la réaction monarchiste se donner pleine carrière.

C'est aussi, sans doute, ce que pense M. Thiers lui-même, car, d'après les renseignements que nous transmettent de nos correspondants de Versailles, il aurait annoncé l'intention d'indiquer devant la commission les solutions constitutionnelles qu'il juge nécessaires. Il ferait bon marché de la prolongation de ses pouvoirs, mais il insisterait sur l'institution d'une seconde Chambre, qui recevrait le droit de dissolution, l'exercice en étant subordonné à la condition d'un accord avec le gouvernement. Et M. Thiers traiterait si bien à nos yeux l'indication d'indiquer devant la commission les solutions constitutionnelles qu'il juge nécessaires, qu'à défaut de l'adhésion de la commission, il s'adresserait immédiatement à l'Assemblée pour la saisir directement de son projet et poser là-dessus la question de confiance.

Le cas est à prévoir, en effet, où le parti de l'hostilité systématique l'emporterait dans la commission, et il conviendrait de ne pas perdre de vue, avant de se laisser aller à des impressions optimistes, que la droite, qui précédemment s'effrayait à la seule idée de renverser M. Thiers, ne reculerait plus aujourd'hui devant un tel coup de majorité, et qu'elle semble prête maintenant à s'emparer, si elle le peut, du gouvernement, quels qu'en puissent être les risques pour le pays et pour elle-même.

Il y a un autre cas à prévoir aussi. C'est celui où la Commission, sans se mettre ouvertement en conflit avec le président de la république, essaierait de traîner les choses en longueur, afin de laisser aux intrigues menées par les meneurs de la droite les effets qu'ils en attendent. Le centre gauche a compris qu'il pouvait y avoir là un danger, et il a voté une résolution qui, sur le terrain des questions organiques, qu'à défaut de l'adhésion de la commission, il s'adresserait immédiatement à l'Assemblée pour la saisir directement de son projet et poser là-dessus la question de confiance.

Il a été, depuis quelque temps, beaucoup parlé d'entrevues qui auraient eu lieu entre M. d'Armin et M. de Rémusat, au sujet de la suppression des passe-ports. D'après nos informations, cette question n'aurait pas encore été traitée entre eux au point de vue de la mise en pratique; elle serait à l'étude et M. de Rémusat attendrait le rapport du ministre de l'Intérieur que la crise actuelle retarde.

Un autre sujet de dissentiments entre l'ambassadeur de France et le ministre, qu'aurait suscité une dépêche de M. de Rémusat faisant remonter jusqu'au Vatican la responsabilité des manifestations contre la république, qu'ont occasionnées en France les pèlerinages et autres démonstrations religieuses. Cette nouvelle est complètement inexacte; aucune Note a été adressée à ce sujet.

La Chambre des Députés de Berlin a terminé hier la discussion générale du projet de loi sur les cercles.

Le ministre de l'Intérieur a déclaré, à cette occasion, qu'il n'accepterait point d'interpellation sur les intentions du gouvernement relativement à une fournée de pairs, de même qu'il repousserait à la Chambre haute toute interpellation qui se rapporterait à la Chambre des Députés.

Le projet de loi n° 187, par lequel une commission, et la Chambre, passera immédiatement à la discussion des articles.

Dans la même séance le président a reçu communication du projet de loi sur l'emploi des peines disciplinaires religieuses. Cette loi, on le sait, se rapporte surtout aux conséquences des excommunications et des révocations des prêtres de leurs fonctions salariales par l'Etat. La loi en question interdit absolument aux autorités ecclésiastiques d'infliger des peines qui n'aient pas un caractère exclusivement religieux, et même celles-ci, lorsqu'elles s'appliquent au refus d'un prêtre ou d'un fidèle de désobéir aux lois et aux autorités civiles. Les pénalités autorisées ne pourront pas être rendues publiques.

La loi commune des peines assez sévères contre les contrevenants : au maximum, 1,000 francs d'amende et deux ans d'emprisonnement. En outre, l'ecclésiastique condamné pour contravention peut être déclaré incapable de remplir des fonctions publiques, même religieuses.

Les journaux de Lemberg publient une analyse du projet d'Adresse qui vient d'être présenté à la Diète galicienne par la commission chargée de la rédaction de ce manifeste. Il est loin d'être conçu dans un esprit de conciliation, comme on le supposait; il rappelle, au contraire, les conditions que la Diète avait formulées, il y a quatre ans, dans sa résolution, comme indispensables pour le repos et la prospérité du pays. Il déplore que les espérances que le

discours du trône de 1871 avait fait naître aient été déçues et que leur réalisation rencontre des obstacles et des préventions qui arrêtent les intentions généreuses du souverain. Le provisoire permanent qui pèse sur le pays, y est-il dit, paralysé l'action de la législature et de l'administration. Les esprits sont envahis de tristes sentiments par suite des projets de réforme électorale dont on annonce la prochaine présentation.

Le droit de la Diète de nommer dans son sein des délégués au Reichsrath lui est garanti par le statut; porter atteinte à ce droit, sans le consentement de la Diète, serait le renversement de tout ordre légal et de tout droit constitutionnel.

Si la Diète tient ce langage à la Couronne, c'est qu'elle a résolu de rompre avec le ministère et quelle se flatte qu'un nouveau cabinet fédéraliste remplacera le cabinet constitutionnel. Il y a aussi cette similitude entre les fédéraux polonais et ceux de Prusse, qu'ils semblent ne mettre qu'un second rang l'accomplissement de leurs vœux et se préoccupent, avant tout, de détourner le coup qui les menace : la réforme de la haute Chambre à Berlin, les élections directes à Lemberg.

Le *Journal de Saint-Petersbourg* annonce le retour dans cette capitale du chancelier de l'empire. Depuis plusieurs mois le prince Gortchakoff avait résidé en Allemagne aux eaux de Wildbad, puis en Suisse. Il n'avait interrompu sa villégiature que pour se rendre à Berlin, à l'entrevue des trois empereurs.

Le gouvernement italien a présenté hier à la Chambre des députés le projet de loi relatif aux corporations religieuses. D'après ce projet, les lois promulguées successivement de 1866 à 1870 seront appliquées aux corporations et aux biens qu'elles possèdent dans la ville de Rome, à l'exception des maisons de général.

Les biens des corporations supprimées dont les revenus s'élèvent à plus de sept millions de francs seront convertis en rentes italiennes et affectés aux œuvres de bienfaisance.

Post-scriptum.

Les derniers articles de la loi concernant la composition du jury ont été adoptés aujourd'hui par l'Assemblée de Versailles, et l'ensemble de cette loi a été voté.

La dépêche que nous donne ce renseignement sur la journée parlementaire, ne fait mention d'aucune proposition constitutionnelle ou autre qui aurait été soumise à l'Assemblée.

Toujours rien concernant l'entrevue de M. Thiers avec la commission de Kerdrel. (Voir au BULLETIN TÉLÉGRAPHIQUE.)

C'est encore du titre IX, livre I^{er}, du code de commerce, relatif aux sociétés, que s'est occupée aujourd'hui la Chambre des Représentants.

La discussion reprend sur l'art. 192 qui, déjà, dans la séance d'hier, a été l'objet d'un long débat. Seulement, elle porte maintenant sur l'amendement que MM. Saintelette et Pirmex proposent de substituer à l'article du projet de loi, et auquel se rallie le gouvernement par l'organe du ministre de la justice.

Cet amendement diffère essentiellement de l'article. Celui-ci rendait responsable des pertes que pouvait faire une société dans une opération quelconque l'administrateur qui aurait eu dans cette affaire un intérêt opposé à celui de la société et ne l'aurait pas fait connaître. L'amendement supprime cette responsabilité, et n'impose à l'administrateur que l'obligation de révéler au conseil d'administration la situation que lui crée un double intérêt et de ne point prendre part aux délibérations dont l'affaire qui lui fait cette situation peut être l'objet.

L'amendement est développé par l'un de ses auteurs, M. Saintelette, qui s'attache à démontrer que l'article compromettrait l'œuvre des sociétés anonymes en Belgique, et que l'amendement présentait au contraire des garanties pour l'actionnaire qu'on ne peut nier. Son argumentation est vivement combattue par M. Bara, qui fait remarquer que l'article en question est voté depuis plus de deux ans et qu'il n'a soulevé aucune réclamation. Le supprimer, dit-il, c'est décapiter le projet de loi, c'est empêcher ce qu'on a voulu en le présentant, c'est-à-dire faire disparaître des abus commis par des administrateurs.

Quant à l'amendement, il a peine à s'imaginer que M. Pirmex, homme d'esprit, comme chacun sait, ait pu le rédiger sans rire; car, en réalité, d'après M. Bara, rien de plus puéril que la conduite dont son ancien collègue fait une loi à l'administrateur.

En terminant, l'honorable député de Tournai rappelle que les sociétés anonymes ont de véritables privilèges, et qu'il n'est que juste, en somme, qu'à côté de ces privilèges il y ait de sérieuses garanties.

Ces garanties seront moindres, objecte M. Pirmex, le second signataire de l'amendement, si l'on maintient dans la loi l'article voté en 1870, article qui, selon lui, substitue la responsabilité d'un administrateur à celle du conseil d'administration.

La discussion a été éclose après une courte réplique de M. Bara, et l'amendement de MM. Pirmex et Saintelette, légèrement sous-amendé par le ministre de la justice, a été adopté à une grande majorité.

Après ce débat, un certain nombre d'articles du projet de loi ont été adoptés sans observations.

Les sections se sont réunies à diverses reprises pour l'examen des budgets pour l'exercice 1873, et ont composé les sections centrales comme suit :

Pour le budget des voies et moyens : MM. De Smet, Berton, Vander Donck, Jacobs, de Kerckove et Boulenger. — Président, M. Thack.

Pour le budget de la dette publique : MM. De Clerck, Demeyn, Van Iseghem, Jacobs, De Kerckove et Boulenger. — Président, M. Thack.

Pour le budget des dotations : MM. Van Hoerde, Lefebvre, Thonissen, de Zéro de Tejada, Delaet et Boulenger. — Président, M. Thack.

Pour le budget de la justice : MM. Van Hoerde, Lefebvre, Thonissen, Santkin, Cruy et Van Overloop. — Président, M. Schollaert.

Pour le budget des affaires étrangères : MM. Pety de Thozée, Lefebvre, Van Iseghem, Santkin, d'Hane-Steenhuysen et Boulenger. — Président, M. Thibaut.

Pour le budget de l'intérieur : MM. Kervyn de Lettenhove, Lefebvre, Vander Donck, De Zéro de Tejada, De Le Haye et Van Overloop. — Président, M. Thibaut.

Pour le budget de la guerre : MM. Pety de Tho-

zée, Coomans, Thonissen, Nothomb, Delaet et Van Overloop.

Président, M. Schollaert.

Pour le budget des finances : MM. De Clerck, Magherman, Van Iseghem, De Naeve, Wasseige et Boulenger. — Président, M. Thack.

Pour le budget des non-valeurs et des remboursements : MM. De Smet, Demeyn, Meens, De Naeve, Wasseige et De Brier. — Président, M. Thack.

Pour le budget des recettes et des dépenses pour ordre : MM. Noteliers, Snoy, Van Iseghem, Julliot, Wasseige et De Brier. — Président, M. Thack.

Pour le budget des travaux publics : MM. Beckman, Nothomb, Thonissen, Lefebvre, Wasseige et Van Overloop. — Président, M. Thack.

Deux sections centrales se sont réunies sous la présidence de M. Thack.

La section centrale chargée d'examiner le budget des voies et moyens a posé diverses questions au département des finances, a adopté le budget et a nommé M. Jacobs rapporteur.

La section centrale chargée d'examiner le budget de la dette publique a adopté aussi le budget et a nommé M. Demeyn rapporteur.

A la fin de la séance d'hier, des amendements ont été déposés par MM. Pirmex et Saintelette, et par M. Elias, dans le projet de loi contenant les articles du code de commerce relatifs aux sociétés anonymes.

Voici l'amendement des premiers :

ART. 192.
L'administrateur, qui a un intérêt opposé à celui de la Société dans une opération soumise à l'approbation du conseil d'administration, est tenu d'en prévenir le conseil et de faire mentionner cette déclaration au procès-verbal de la séance. Il ne peut prendre part à cette délibération.

Il est rendu compte à la première assemblée générale des délibérations des administrateurs qui auraient eu des intérêts.

Voici l'amendement de M. Elias :

ART. 204 bis.
Les actionnaires qui refusent l'approbation du bilan, peuvent, s'ils possèdent le cinquième au moins des actions représentées à l'assemblée générale, demander au président du tribunal de commerce la nomination d'un ou de trois commissaires spéciaux ayant pour mission de vérifier les livres et comptes de la Société.

Cette demande doit être faite dans les dix jours de l'assemblée générale. Elle doit contenir énonciation des faits qui peuvent faire présumer que des fautes, irrégularités ou négligences graves, ont été commises dans la gestion.

Le président pourra exiger un cautionnement ou la consignation d'une somme suffisante pour le paiement des frais de vérification, lesquels seront supportés par les demandeurs, à moins qu'il n'ait été fait des faits révélés une condamnation à des dommages-intérêts ou une révocation des administrateurs.

Les commissaires spéciaux auront tous les droits accordés aux commissaires ordinaires par l'art. 97 du présent code.

Dans le délai fixé par le président, celui qui ne pourra dépasser celui de l'art. 200, si son refus de déposer au greffe du tribunal de commerce un rapport sur la situation de la Société et spécialement sur les faits énoncés dans la demande.

Ce rapport sera des lors à la disposition des actionnaires qui pourront y puiser les éléments nécessaires à leur action contre les membres du conseil d'administration.

Voici la teneur du projet de loi pour les chèques et autres mandats de paiement, déposé, le 13 courant, par le ministre des finances, sur le bureau de la Chambre des Représentants :

ARTICLE PREMIER.
Les chèques, les bons ou mandats de virement, les accredits, les billets de banque à ordre, et généralement tous titres à un paiement au comptant et à vue sur fonds disponibles, sont exempts du droit de timbre.

ART. 2.
Ces dispositions sont signées par le tireur et portent la date du jour où elles sont faites.

Elles peuvent être nominatives ou au porteur, ou transmissibles par voie d'endossement, même en blanc.

ART. 3.
L'émission d'un chèque ou de tout autre mandat défini à l'art. 1^{er} ne constitue pas par sa nature un acte de commerce.

Toutefois la loi du 20 mai 1872 sur la lettre de change est applicable à ces titres, en ce qui concerne la garantie solidaire du tireur et des endosseurs, l'aval, l'intervention, la perte du titre, le protêt, l'action en garantie et la prescription.

Le paiement doit être réclamé dans les trois jours, y compris le jour de la date, si la disposition est faite de la place où elle est payable, et dans les six jours, y compris le jour de la date, si elle est tirée d'un autre lieu.

Le titulaire ou porteur qui ne réclame pas le paiement dans ces délais perd son recours contre les endosseurs; il perd aussi son recours contre le tireur si la provision a été par lui tirée après lesdits délais.

ART. 5.
Celui qui émet une disposition non datée ou revêtue d'une fausse date, ou qui, par une contre-lettre, altère le caractère de la disposition, est passible d'une amende égale à 10 p. c. de la somme exprimée.

La même amende est encourue par celui qui dispose sans provision préalable, sans préjudice de l'application des lois pénales, s'il y a lieu.

ART. 6.
Les offres réelles peuvent être faites en billets de la Banque nationale aussi longtemps qu'ils sont payables à vue en monnaie légale.

Cette faculté cessera de plein droit d'exister si les billets de la Banque nationale n'étaient plus admis en paiement dans les caisses de l'Etat.

Le ministre de la justice propose des modifications au budget de ce département pour l'exercice 1873. Il demande une somme de 20,300 francs pour pouvoir donner le maximum du traitement aux secrétaires et employés des parquets et pour la création de deux places de commis expéditionnaires aux parquets de Bruges et de Nivelles. Une autre somme de 39,700 francs est réclamée en raison de l'augmentation du personnel des tribunaux de première instance de Bruxelles et de Nivelles.

Dix-neuf cents francs sont nécessaires pour des travaux de restauration aux locaux de l'auditorium général militaire et pour renouvellement du mobilier. Enfin le ministre sollicite 123,000 fr. pour payer les frais d'expropriation de terrains que le gouvernement avait à bail et dépendant des écoles de réformes pour les mendiants et vagabonds de moins de dix-huit ans.

Dans la dernière séance du conseil communal de Bruxelles, le collège a été autorisé à se défendre en justice contre un particulier qui attirait la ville devant les tribunaux afin de la contraindre à déplacer un kiosque établi au coin d'un trottoir devant son magasin.

A ce propos, l'honorable échevin du contentieux, M. Orts, a exposé une théorie juridique qui nous paraît un peu bien absolue.

La voirie, a-t-il dit, est à la ville, non aux particuliers. Or, les trottoirs sont partie de la voirie. Donc les trottoirs appartiennent à la ville, et les particuliers n'ont aucun droit sur ces trottoirs.

Telles sont bien, croyons-nous, les observations de M. Orts. Nous n'avons pas sous les yeux le texte du rapport de la section du contentieux, mais pour le fond, nos souvenirs ne nous trompent pas.

La théorie de l'honorable échevin nous semble des plus contestables.

D'abord, quant à la question de convenance dont l'examen a été renvoyé à la section des travaux publics, il faut avouer que tous les kiosques qui depuis quelque temps poussent comme champignons dans les rues de Bruxelles, ne sont pas également bien placés. Nous sommes persuadés que l'administration communale n'hésiterait pas longtemps à le reconnaître. C'est assurément une bonne chose que ces kiosques lumineux, ces colonnes-annonces. Sur les nouveaux boulevards par exemple, cela fera très-bien. Mais encore convient-il de ne pas en abuser, et surtout de ne pas les caser dans des rues d'un large médiocre ou sur des trottoirs déjà trop étroits, où ils gênent non-seulement les habitants des maisons voisines, mais encore la circulation des piétons.

Cela dit, voyons la question de droit. Est-il vrai que la ville ait sur la voirie publique et sur les trottoirs un droit absolu de propriété, le droit d'user et d'abuser, un droit de souveraineté non pas constitutionnelle, mais tyrannique? Nous pensons que la ville publique doit être d'une sorte de servitude au profit des habitations qui la bordent. Quand un propriétaire achète un terrain longeant la voie publique, il compte sur l'air et la lumière qu'elle va procurer à son immeuble. La ville peut-elle lui ravir cet air, cette lumière?

Si le droit de la ville sur les trottoirs n'est mitigé que par les conventions de l'administration, ce n'est pas un kusque seulement qu'elle pourra élever de ses mains, mais des magasins, mais des kiosques, trois kiosques, dix kiosques, voire un marmonce qui masquera complètement le rez-de-chaussée des habitations.

Evidemment la ville n'a jamais jusque-là. Pareille absurdité n'est pas à craindre. Mais si l'absurdité n'est pas dans ces conventions, est-elle dans son droit?

Telles sont pourtant les conséquences de la thèse de M. Orts. Nous pensons donc que cette thèse est fautive, et que les droits de la ville sur la voirie publique et les trottoirs sont limités par la destination naturelle de la voirie.

Dans sa séance du 11 novembre la section des finances du conseil communal de Bruxelles s'est occupée de la reconstruction de l'église Saint-Nicolas et de la transformation du quartier. Voici le résumé de la discussion :

M. LE BOURGEMESTRE rappelle brièvement les dispositions du projet qui a été soumis à la section des travaux publics. Il s'agit de démolir l'église et tout le plat de maisons qui l'entourent, de supprimer la rue de la Chapelle et d'élever la rue de la Vierge. L'église sera reconstruite avec un large portail vers le carrefour formé par les rues du Midi, des Fripiers et du Marché-aux-Herbes. Les terrains disponibles du côté de la rue du Marché-aux-Herbes, des rues au Bourg et du Midi seront revendus comme terrains à bâtir. Dans ces conditions, la surface des terrains à vendre serait à peu près égale à celle des maisons à exproprier. La dépense nette consisterait dans les frais de reconstruction de l'église, au-delà de 900,000 francs, dont la moitié au compte de la ville et l'autre moitié au compte de l'Etat, de la province et de la fabrique. La ville se chargerait des avances à faire pour l'expropriation des immeubles à vendre.

Les administrateurs ont décidé d'adopter le vote favorable à la transformation de ce quartier. Mais il ne peut approuver l'idée de reconstruire l'église sur l'emplacement désigné. Il voudrait mieux ériger une église dans un autre quartier et se servir provisoirement des locaux de la ville pour la reconstruction du temple dont l'utilité est tout au moins fort contestable.

Il propose de décider qu'il y a lieu de supprimer la paroisse de Saint-Nicolas.

La question a été soumise à l'autorité supérieure. Si le gouvernement n'admet pas cette suppression, il portera le moins la responsabilité de sa décision.

La difficulté d'invoquer un décret ou une loi qui règle le mode de suppression d'une paroisse. La section du contentieux devrait être invitée à donner son avis à ce sujet. Ce qui n'est pas douteux, c'est que l'intérêt public réclame la suppression de la paroisse de Saint-Nicolas.

M. FONTAINES rappelle les études qui ont été faites, en 1865, relativement à la suppression de l'église de la paroisse de Saint-Nicolas. On n'a pas abouti. (Voir *Bulletin communal*, 2^e semestre, 1865.)

M. LE BOURGEMESTRE est d'avis que la marche indiquée par M. Allard conduira à un journement indéfini. Il est impossible que l'administration obtienne la suppression de la paroisse ou le transfert au temple des Augustins ou dans tout autre édifice, à moins que la ville ne prenne l'engagement formel de construire une nouvelle église dans les limites de la paroisse actuelle.

M. DISCHOFFER pense qu'on devrait essayer de faire une transaction quelconque. Si la paroisse actuelle est inutile, des négociations peuvent avoir quelque chance de succès. Le clergé catholique se prêterait sans doute à une nouvelle délimitation des paroisses, s'il lui était offert en même temps un subsi-

de pour la construction d'une église plus utile dans un autre quartier.

M. VALERIEUX propose de supprimer provisoirement le crédit inscrit et de charger la section du contentieux de rechercher les bases d'un arrangement équitable.

M. LE BOURGEMESTRE demande que la section des finances se prononce sur la question suivante : Faut-il reconstruire l'église Saint-Nicolas et transformer le quartier d'après les données générales exposées par le collège, mais sous réserve de l'approbation des plans d'exécution et de la répartition de la dépense? Si la réponse est affirmative, le collège saura du moins dans quelle direction il doit poursuivre ses études et ses négociations avec l'Etat, la Province et la fabrique.

La section répond affirmativement par sept voix contre trois.

La ville de Spa, désormais privée de ses jeux, comprend la nécessité de faire un effort pour maintenir sa vieille renommée. Elle sent que si elle a gagné au point de vue de la moralité (?) elle a perdu avec la roulette et le trente-et-quarante un autre plaisir et une source abondante de prospérité. Mais il lui reste le site charmant au milieu duquel elle est si pittoresquement casée. Il lui reste ses eaux ferrugineuses, antrois célèbres dans le monde entier, moins célèbres aujourd'hui qu'elles ont été de nombreuses années, mais non moins riches en principes minéraux et en vertus curatives. Il lui reste son établissement de bains, dont l'installation est admirable au point de vue de l'application des progrès accomplis dans la science balnéaire et hydrothérapique. Il lui reste enfin la résolution bien arrêtée de ne rien négliger pour continuer d'attirer chez elle le monde de la fashion. Elle organisera des fêtes; elle fera l'impossible, et déjà elle se remue pour que la saison prochaine, bien que réduite au tapis-vert des prés et des bois, ne soit pas moins brillante que les précédentes.

Dans un meeting qui a eu lieu le 40 novembre, une commission de publicité a été chargée, de commun accord avec l'administration communale, de prendre toutes les mesures nécessaires pour étendre et consolider la réputation de Spa. Cette commission est composée de MM. J. Coffin, Henric-Richard, J. Tomas, Schuer, J. Gernay, H. Schallin, Albin Body, Usnard Lemaire et G. Tomber.

« Spa, ville de jeux, est morte », a dit un des orateurs, « mais Spa, ville d'eaux ferrugineuses, continuera à vivre et à faire tous les efforts imaginables pour satisfaire aux besoins et aux caprices de la clientèle élégante qui est habituée à venir tous les ans retremper ses forces en buvant les eaux de ses fontaines vivifiantes ».

Le conseil communal, de son côté, fait des démarches pour obtenir une majoration du subside voté par la législature, et cette requête est appuyée par des pétitions qui se couvrent des signatures de tous les habitants.

L'Association libérale de Liège se réunira le 1^{er} décembre pour procéder au renouvellement de son comité.

Actes officiels. (Extraits du *Moniteur*.)
TRIBUNAUX. — Par arrêté royal du 17 novembre, le sieur Leduc a été nommé juge suppléant au tribunal de première instance de Liège.

Par arrêté royal du 17 novembre, le sieur Thomas (F.), commis greffier à la justice de paix du canton d'Erezée, est nommé greffier de la même justice de paix.

Par arrêté royal du 17 novembre, le sieur Bonnet (C.), avocat à Nivelles, est nommé avocat près le tribunal de première instance siégeant en cette ville, en remplacement du sieur Collart, appelé à d'autres fonctions.

VOIRIE. — Aux termes d'un arrêté royal du 18 novembre, le conseil communal de St-Gilles est autorisé à poursuivre, au besoin, l'expropriation des terrains nécessaires à la modification de la rue des Gendres, décrétée par arrêté royal du 12 septembre 1863.

Actes officiels concernant l'armée.
Par arrêtés royaux, en date du 16 novembre :

Le sous-intendant de 1^{re} classe de Bekon (J.-B.), faisant fonctions de chef de la 3^e direction d'administration, est nommé sous-intendant de 2^e classe.

Le capitaine de 1^{re} classe Brewer (R.), du corps d'état-major, est nommé aide de camp du lieutenant général baron Chazal.

Il est parvenu à la connaissance du département de l'intérieur que des accidents très-graves, ayant causé mort d'homme, ont eu lieu dans les environs, dans certaines localités de ce pays, par l'emploi de la dynamite et du litho-fracteur. Comme il est d'une haute importance pour l'administration de connaître les effets que peuvent produire ces substances, au point de vue de la sécurité des ouvriers, le gouvernement désire recevoir les procès-verbaux des accidents graves qui se produiraient par l'emploi desdites substances, ainsi que les renseignements qui pourraient être recueillis sur les circonstances dans lesquelles l'explosion se serait produite.

Les administrations communales du Brabant sont invitées par M. le gouverneur à lui faire parvenir, le cas échéant, les procès-verbaux et les renseignements demandés par l'autorité supérieure.

La députation permanente de la province de Brabant vient d'aut

heures, sont tombés sous le plomb 162 lapins et 14 lièvres. Le roi de la chasse a été M. le comte de Brigue fils, avec 42 pièces, soit 39 lapins et 3 lièvres. Venait ensuite M. le comte de Loos, avec 36 pièces.

On lit dans l'Organe de Namur : « Il paraît que l'affaire du vol chez M. le notaire Colson se poursuit activement. Hier, dans la soirée, on a écroué la dame E. S., gouvernante de M. Colson. On assure que l'année de celle-ci, qui habite Mons, est également arrêtée. »

Nécrologie.

Mardi est décédé inopinément, à Liège, un magistrat très-estimé, M. Costurier, président de chambre de la cour. Le nouveau édile se moria causé au palais une profonde impression. M. Costurier avait été longtemps vice-président du tribunal de Tongres. Nommé conseiller vers l'année 1857, et porté ensuite à la présidence, il ne remplissait ces dernières fonctions que depuis deux ans environ.

On a vu un traité très-estimé : De la prescription en matière criminelle.

Francis Levasseur, fils du conventionnel Levasseur de la Sarthe, vient de mourir à Châteaudun, à l'âge de 97 ans. C'était, dit l'Evénement, l'homme bon par excellence, un vieillard aimable, un charmant causeur, professeur d'éloquence, sous le premier empire, le directeur de l'école de droit de l'université de Limoges, et, à la suite de double tirage, attaché son nom à différents ouvrages remarquables sur l'instruction publique. A la Restauration, il fut, comme tant d'autres, submergé par le poids de son nom, sa carrière administrative était perdue, il vécut de sa plume, fit du théâtre et des romans.

Arts, sciences et littérature.

THÉÂTRE ROYAL DES GALERIES. — La première représentation de la *Thur en cadran* avec son titre, ses cloches, ses chevaux, ses drapeaux, l'homme bon par excellence, un vieillard aimable, un charmant causeur, professeur d'éloquence, sous le premier empire, le directeur de l'école de droit de l'université de Limoges, et, à la suite de double tirage, attaché son nom à différents ouvrages remarquables sur l'instruction publique. A la Restauration, il fut, comme tant d'autres, submergé par le poids de son nom, sa carrière administrative était perdue, il vécut de sa plume, fit du théâtre et des romans.

Des travaux importants se font en ce moment dans les ateliers de M. Michel et Gaudin pour enlever l'énorme couche de chaux qui depuis plusieurs siècles recouvre les murs et sous laquelle on a retrouvé d'anciennes peintures murales assez bien conservées.

Par suite de ces travaux la fête Sainte-Géode patronne des artistes musiciens, est remise à dimanche prochain 24 de ce mois, et sera célébrée dans une salle spacieuse et à 5 h. par un salut composé par notre jeune compatriote, M. Louis Barvoff, élève de feu Ch. Hanassens. Ces œuvres seront interprétées par un orchestre nombreux sous la direction du maître de chapelle, J. Fischer.

COURS PUBLICS (Maison du Roi, Grand-Place). — Droit administratif et industriel. — Vendredi, 22 novembre, à huit heures du soir, conférence par M. le professeur Adnet. — Sujet de la conférence : La législation industrielle et les brevets d'invention.

CERCLE ARTISTIQUE ET LITTÉRAIRE. — La première séance de musique classique donnée par MM. L. Brassin, H. Vieuxtemps et J. Serrais, aura lieu le 23 de ce mois, à 8 heures du soir.

On voit le programme :
1. Trio op. 20, V. Bérghel, a. allegro moderato ; b. andante ; c. scherzo (molto allegro) ; d. andante poco adagio. — Allegro.
2. Sonate (troisième) pour piano et violon, L.-S. Bach, a. Adagio ; b. Allegro.
3. Trio (cinquième) op. 70, n° 2, L. van Beethoven.
4. Poco sostenuto. — Allegro, ma non troppo ; b. Allegretto ; c. Allegretto, ma non troppo ; d. Allegro.

Bulletin de la bourse de Bruxelles.

21 novembre. — La question monétaire est mise depuis quelques jours au second plan ; les nouvelles de Versailles sont autrement importantes pour la spéculation, et notre marché, relégué de la Bourse de Paris, subit principalement l'influence des diverses phases que traverse le conflit qui s'est élevé entre le gouvernement de M. Thiers et la droite.

Aujourd'hui les nouvelles sont plus rassurantes, on croit à une entente prochaine. L'emprunt débute à 85-30 et clôture à 85-00. Les Métaux sont très-fermes à 61 1/4.

On comptait nous remarquons la fermeté des Banques nationales, qui remontent à 3,800 et des Banques de Belgique à 420-00.

La rente belge à 4 1/2 est faible à 102-30, et les obligations de chemins de fer sont sans variations.

Change ferme ; le Paris se négocie à 4 p. mille de perte et le Londres à 25-85.

Communication et avis divers.

AVIS.

On demande un DIRECTEUR d'usine à gaz pour la Société Wéry et Co. à Mons. Les postulants doivent adresser leur demande, avec pièces à l'appui, avant le 1^{er} décembre prochain, au gérant de la Société, rue Notre-Dame-Debonnaire, n° 18.

Estomac, nerfs, foie, poitrine, guéris sans médecine par la dose de Levain de Du Barry, 12, rue de l'Empereur, Bruxelles, Fr. 2-25, 4, 7.

La Banque Saffell, 81, M. de la Cour, paie pour des chèques et bank-notes, fr. 25-50 ; le Hol, fr. 24-00 1/2 ; thal. de Prusse, fr. 3-73 1/2 ; roubles, fr. 3-38 ; souverains, fr. 25-30 ; Prime sur l'or, pièce de 20 fr., 5 c. par pièce.

L'Europe illustrée, nouv. journ. v. annonces. — Bieres anglaises. Scott frères, 17, r. Petits-Carmes. — Pachas et algues anglaises, Marché-au-Bois, 8.

NOUVELLES DE FRANCE.

(Correspond. particulière de l'INDÉPENDANCE.)

Paris, 20 novembre.

Depuis le Journal des Débats, qui publie un très-bon article de M. Lemoine, jusqu'à l'appel, toute la presse républicaine, modérée ou démodée, se confond dans une réprobation unanime du parti monarchique et réactionnaire qui vient de plonger le pays dans de nouvelles inquiétudes, et qui se montre aussi désireux de provoquer l'agitation que jamais il n'eût été permis d'espérer que ce parti incorrigible ne nous aura donné comme toujours qu'une fausse alerte.

Le vote de lundi pouvait être défini ainsi pour M. Thiers : une victoire équivalant à une défaite ; la mission des commissaires pour la proposition Kerdrel a été pour M. Thiers une défaite qui équivalait à une victoire.

Outre que six commissaires sont acquis au gouvernement, il m'est affirmé de bonne source que trois de ceux qui composent la majorité, qu'on pourrait considérer comme hostiles au chef du pouvoir exécutif, sont venus assurer M. Thiers qu'ils ne se prêteront à aucun projet qui fut de nature, je ne dirai pas à le renverser, mais même à l'affaiblir.

Je n'ai pas cru devoir, par égard pour ses lecteurs, démentir même le bruit grotesque d'un triumvirat, composé des généraux Mac-Mahon, Ladmirault et Changarnier, pour prêter main-forte au coup de main parlementaire qu'on rêvait. La droite n'est pas plus de force à créer ce triumvirat que les généraux incriminés par ce choix, au moins les deux premiers, n'étaient d'humeur à s'y prêter.

Un désaveu est annoncé de la part du maréchal Mac-Mahon et du général Ladmirault, et le premier a été personnellement protester après de M. Thiers et l'assurer de la fidélité de l'armée ; il n'en était vraiment pas besoin.

On fait, d'ailleurs, observer qu'il serait bien difficile au général Changarnier, le seul qui fut d'humeur peut-être à se jeter dans cette aventure insensée, de se concerter avec le maréchal Mac-Mahon, si l'on se rappelle que le brillant stratège de la droite a renvoyé les insignes du plus haut grade dans la légion d'honneur qui lui avait été adressé par le général Le Flô, ne pouvant personnellement à M. Thiers et le dernier d'avoir été chercher le duc de Magenta pour le commandement de l'armée de Paris. Il ne s'est pas gêné pour s'exprimer en termes les plus amers au sujet du président de la république et de l'homme de guerre qui lui avait été préféré.

On annonce, à la fin de la journée, que M. d'Audiffret-Pasquier est nommé président de la commission, chargée d'examiner la proposition Kerdrel, et M. Raoul Duval secrétaire. Ces choix ne sont pas de signification conciliante. Mais quand on songe que dix voix seulement forment l'écart entre la majorité et la minorité des membres qui ont élu ces commissaires ou soutenu leurs concurrents, il est impossible

de croire qu'en séance publique on puisse faire de la proposition d'Adresse quelque chose de sérieux, et à plus forte raison de grave pour la sécurité publique.

Au reste, les bruits abondent depuis ce matin ; ils sont confus, même contradictoires ; mais tous semblent impliquer des tentatives d'accommodement, ce qui signifie tout au moins la difficulté, pour ne pas dire l'impossibilité de la lutte. Ainsi, on parle déjà d'une entrevue entre M. Thiers et la commission de la proposition de Kerdrel, le centre droit, fidèle à ses idées plus parlementaires que désintéressées, réclamerait un ministre responsable, et l'engagement par M. Thiers de ne plus assister aux séances de l'Assemblée ; on lui concéderait seulement le veto suspensif pendant quinze jours, et faculté de venir le combattre au sein de l'Assemblée, en prévenant le Président.

Ces projets, m'assure-t-on, sont présentés du côté de la droite comme ayant grande chance d'être acceptés par M. Thiers ; on m'affirme d'autre part que le président de la république ne s'y prêterait à aucun prix. Un projet paraît plus caressé à la présidence : celui du renouvellement partiel, par cinquièmes ou par tiers, qui se ferait vers le mois de février. Le renouvellement, dans quelques proportions qu'il fut, devant faire infailliblement la majorité républicaine, on attendrait ainsi la fin de l'année prochaine, époque à laquelle, au plus tôt, le territoire doit être évacué, et avec une majorité républicaine, la dissolution se ferait sans efforts.

Quoi qu'il en soit, on cherche de tout côté à formuler une motion sur laquelle la discussion pourrait être reprise, et dont le succès pourrait équivaloir à un vote de confiance pour M. Thiers. Mais le président de la république aurait déclaré qu'il ne voulait plus se hasarder dans des luttes dont l'issue serait aussi incertaine et le prix aussi peu digne d'envie. L'émotion et les efforts de la lutte oratoire l'avaient rendu assez malade dans la soirée de lundi ; M. Thiers est désormais que la moitié sur lui. Ce qui se livrera à de nouveaux combats soit au moins contrainte par 400 députés. On les cherche en ce moment et on veut être certain de les réunir.

La grande raison de l'incroyable fureur, l'acrimonie réellement révolutionnaire du grand parti de l'ordre dans la séance de lundi, c'était que, à tort ou à raison, on croyait de ce côté qu'il y avait eu entrevue entre M. Thiers et M. Gambetta avant la séance. Sans que je puisse démontrer absolument le fait, je dois dire que rien de pareil n'est venu à ma connaissance. Ce qui peut être présumé comme à peu près certain, c'est que les avertissements ou les desirs du pouvoir exécutif ont été pour quelque chose dans le silence de M. Gambetta. C'était non seulement le droit, mais le devoir de M. Thiers de prier un membre de la gauche, mis en relief inopinément par son talent oratoire, de ne point passionner davantage le débat en s'y mêlant. Responsable de l'ordre, M. Thiers a mission de tout faire pour que, moralement et matériellement, il soit le moins troublé qu'il se pourra.

De plus, M. Thiers ne pouvait pas en conscience faire supporter à M. Gambetta le poids de la journée quand il savait, à son pouvoir douter, que c'était lui et non pas M. Gambetta qui était visé par les conservateurs du désordre et que ce qui était en question n'était pas le discours de Grenoble, mais le Message. M. Thiers s'est honoré en ne se mettant pas derrière M. Gambetta, et plus encore, en refusant de se joindre aux insultes respectueuses qu'il était question de renouveler à ce dernier. Il a mieux aimé s'exposer seul à ces haines qui paraissent bien moins encore à M. Thiers qu'un chef de la gauche radicale ; car M. Gambetta n'a fait que se dévouer à la république et à M. Thiers l'a rendue possible.

Je ne me trompais pas en vous disant que c'était d'accord avec M. Thiers que M. Dufaure avait répondu l'ordre du jour lauré et d'après l'ordre du jour Mettelt. Mais M. Dufaure n'en a pas moins sa part de responsabilité ; car il a un très-grand empire sur M. Thiers, et d'accord sur ce point avec M. de Gaulard, il n'oppose rien pour entraîner vers la droite le président de la république et lui donne les plus fâcheux conseils. Aussi, paraît-il qu'une scène assez vive a eu lieu au conseil des ministres, et on présage, dans le camp républicain, la chute de M. Dufaure. Je ne crois pas, malheureusement, que le fait ait quelque vraisemblance, mais je crois encore moins aux modifications ministérielles dont on parle aujourd'hui et au cabinet remanié dans le sens de la droite.

Les bonapartistes se sont crus sûrs de leur triomphe au plus fort de la crise, et il faut avouer que les législatifs et les orléanistes ont joué leur jeu avec une naïveté qu'il faut se hâter d'appeler naïveté, du peu d'être obligé de la nommer naïveté.

On a vu arriver au palais des députés, dont la foule de figures de bonapartistes connus, sortant de l'ombre où on les croyait ensevelis. Les députés impérialistes étaient sans cesse en conférence avec les chefs de parti ennemi de M. Thiers ; mais ils n'en sont pas, je crois, ou ils croient en être, des intéressés au prétendu qu'il y a eu quelques ateliers fermés et un peu d'agitation dans Paris. Le général Ladmirault a parcouru lui-même tous les quartiers de la capitale ; il n'a pas été possible de trouver nulle part la trace de la plus légère émotion, et toutes les nouvelles qui arrivent des départements annoncent que si les esprits n'ont pu se préserver de quelques inquiétudes, nulle part on n'a voulu donner à la droite la satisfaction de lui faire constater les perturbations qu'elle cherche à créer.

En revanche, de tous les côtés l'attachement sans cesse accru pour la république s'accroît, et prouve au parti monarchique, et notamment aux bonapartistes, que si par la violence et la surprise on cherchait à substituer aux institutions actuelles un joug dynastique, le scrutin qui pourrait seul légaliser l'usurpation étant acquis à la république, ce serait la plus épouvantable guerre civile qu'on puisse imaginer, et je ne crois pas qu'en tous cas, ce fut à la réaction que le victoire doit rester. Bordeaux, le Havre, Châlons-sur-Saône envoient des Adresses de félicitations formelles républicaines, et des témoignages d'encouragement à M. Thiers. Le même fait se produit dans l'Aisne. Dans l'Hérault, un conseiller général républicain a été élu à une écrasante majorité ; il a eu plus de mille voix de différence entre lui et son compétiteur légitimiste. Sans doute, il n'y a là que des symptômes partiels, mais ils se reproduisent à chaque instant, et on ne voit pas que nulle part le scrutin donne de consolations à ces partis qui se croient si sûrs d'usurper le pouvoir.

Depuis l'interpellation de M. Fresneau au commencement de la séance de lundi, au sujet des autorisations accordées à la presse radicale au préjudice de la presse conservatrice, les feuilles démocratiques, le Mouvement, la Paix sociale, et probablement aussi la Résurrection, auraient été avisés d'ajourner leur tirage.

A ce propos, il n'est pas exact, comme l'a dit M. Fresneau, que ce soit l'ancien *Assemblée nationale* qui doive réapparaître ; mais il n'y a pas besoin d'ajouter que ce journal serait tout à fait dans les idées de son prédécesseur.

On a beaucoup fait remarquer les applaudissements donnés par le corps diplomatique à M. Thiers. On assure que M. d'Arnim aurait aussi exprimé ce sentiment que l'Europe désirait le maintien de l'illustre homme d'Etat à la tête du pouvoir, comme une garantie d'ordre et de confiance.

M. Visschers, directeur du *Bien public*, vient d'être atteint, mais le malade est encore très-faible.

Il n'y a rien d'exact dans les bruits du retour de M. Victor Hugo à Paris et d'un logement loué par lui rue Duval. M. V. Hugo est toujours à Guernsey et on ne prévoit pas l'époque de son retour. Il n'y a rien, par conséquent, qui puisse être argué de faiblesse ou de dégoût au sujet des candidatures qu'on lui offrirait aux élections prochaines.

(Autre correspondance.)

Paris, 20 novembre.

L'Agence Havas vient confirmer les renseignements

meints que je vous donnais hier à la dernière heure on faisait pressentir que les résolutions de la commission Kerdrel influenceraient négativement sur le sein de la crise ; car on ne saurait le nier, en dépit d'assertions contraires, il y a une crise gouvernementale plus sérieuse qu'on ne le pense, moi-même, qui aboutira, je l'espère, à un résultat favorable, c'est à tort que l'Agence s'annonce que le président de la République a renoncé à donner sa démission sur les instances de M. Dufaure ; cette démission est encore en suspens, et ceux qui critiquent cette détermination provisoire du chef de l'Etat méconnaissent que cette fois-ci M. Thiers est absolument dans son droit. C'est ce qu'établissent très-bien M. John Lemoine dans un article remarquable des *Débats*.

Contrairement à ce qui a été dit, M. Dufaure a voulu donner sa démission, qui a été refusée. Il est à regretter que M. Thiers ne l'ait pas acceptée.

La gauche est assise irritée contre M. Dufaure, mais elle désire avoir une occasion de donner un témoignage d'éclat de confiance au président de la République.

On m'affirme que dans le conseil des ministres qui s'est tenu hier soir, le président de la République, ainsi que je vous l'ai dit, était décidé à ajourner toute résolution définitive concernant sa démission, et qu'on dût se résigner à MM. Mignet, Jules Simon et de Kérouart.

Cependant M. Thiers ne consentirait à rester au pouvoir que si, en même temps qu'on lui donnerait vote de confiance, on adoptait des réformes constitutionnelles qui affermissent ses pouvoirs.

Le conseil des ministres s'est réuni aujourd'hui à midi.

(Correspond. particulière de l'INDÉPENDANCE.)

Versailles, 20 novembre.

Que se passera-t-il aujourd'hui ? Les députés sont partis avant l'heure, pour avoir le temps de délibérer avant la séance, dans leurs réunions particulières ; dans la tribune diplomatique, vingt-trois chefs de mission, et ça et là, dans les tribunes, se distinguent des figures connues de la monde politique. Voilà, jusqu'à présent, tout ce que je puis vous dire.

À l'annonce de la séance, depuis d'une proposition relative au mode de transport des condamnés de la commune et de des amendements à introduire.

Puis, depuis de deux projets de loi par M. de Cussy : l'un réduisant à trois mois le temps de service nécessaire au simple soldat pour devenir caporal ; l'autre, portant demande de crédit de 4,320 mille francs pour l'amortissement de certaines cartes d'état-major.

M. Prineau dépose ensuite une proposition ou un rapport. Je n'entends pas.

Et, voici M. Béranger à la tribune. Probablement c'est pour la discussion de la loi à l'ordre du jour. — Oui, — en effet : nous revoyons en présence de l'art. 8 de la loi sur le jury, lequel règle la composition de la commission cantonale chargée de dresser la liste sur laquelle le président du tribunal civil doit trier le personnel qui donnera, selon lui, de suffisantes garanties à la société.

Cette commission serait, comme je crois vous l'avoir précédemment expliqué, composée du juge de paix, président, de ses suppléants, des maires des communes composant le canton. Jusqu'à présent aucun des amendements proposés n'a été adopté.

On écoute pas plus aujourd'hui qu'hier les orateurs. L'Assemblée cause ; le président essie en vain de lui rappeler qu'elle fait une loi importante. Ah bah ! En vain M. Béranger promet-il d'être bref, par respect pour les préoccupations de l'Assemblée. Ah bah ! encore. La salle des conférences est pleine, la salle des séances à moitié vide et les présents discutent par groupes.

De quoi parlent-ils ? Ici des projets constitutionnels ; là, du caractère général de la situation.

A ce propos, je vous prie de tenir compte d'une remarque qui a son importance, en ce qu'elle donne à l'ensemble de la situation un caractère tout différent de celui qu'elle avait eu à ce point.

La droite est beaucoup plus arrogante qu'on n'était fondé à le croire. Elle semble avoir, non-seulement un parti pris, mais un plan arrêté.

Ainsi la rentrée on devait penser, se fondant sur les observations faites pendant la précédente session et sur la connaissance de l'échiquier parlementaire, que la prolongation des pouvoirs présidentiels et le renouvellement partiel contenaient tant bien que mal la moyenne de l'Assemblée. Aujourd'hui il en faut rabattre. La droite n'acceptera ni le renouvellement partiel, qui déléguerait la majorité à l'Assemblée des républicains dans l'Assemblée pour soutenir M. Thiers, ni la prolongation des pouvoirs de ce dernier pour quatre années ; ou du moins elle ne consentirait à traiter qu'en imposant la responsabilité ministérielle et en interdisant la tribune à M. Thiers.

La gauche, d'autre part, sent de plus en plus que la coalition avec la droite est impossible, et le renouvellement partiel, qui eût été accepté de ce côté (j'entends du côté de la gauche modérée) par esprit d'accommodement, perd du terrain.

J'appréhends l'instinct des choix de la commission de Kerdrel ; ils sont significatifs : M. d'Audiffret-Pasquier et M. Raoul Duval secrétaire. C'est la guerre !

M. Thiers a demandé à être entendu par la commission. On dit qu'il se rendra dans le sein de cette commission aujourd'hui même, et tout à l'heure nous verrons s'il y aura moyen d'avoir des nouvelles avant l'heure du courrier.

Il n'y aura pas aujourd'hui de propositions constitutionnelles. Le conseil des ministres vient de décider que pour en faire, il se réunira d'attendre le rapport de la commission de Kerdrel.

Mais retournons à la séance : M. Béranger qui vient, avec la droite, toutes sortes de garanties sociales pour le recrutement du jury, ne veut pas, néanmoins, que le jury soit entre les mains du gouvernement et trouve que, en donnant la présidence des commissions aux juges de paix, l'art. 8 remet la composition du jury entre les mains d'un fonctionnaire amovible. M. Dufaure lui répond et se tourne uniquement vers la droite. On ne peut même s'empêcher de rire quand le garde des sceaux, voyant que ce côté est prêt à voter l'art. 8 du projet, descend brusquement de la tribune, en disant :

Vous êtes convaincus, messieurs ! Il est donc inutile que j'en dise plus long.

En effet, l'article 8 est voté... par la droite.

L'article 9 est voté à la tribune M. Brisson ; puis M. le comte Jaubert. On ne sait pourquoi, tout à coup M. Jaubert se met à envoyer compliments, sous forme de son collègue de l'extrême gauche, qui est encore son collègue au conseil général du Cher. Tait de compliments que M. Brisson secoue cette pluie de fleurs et proteste.

L'article 9 est voté, et aussi l'article 10. Voici venir M. Lepère à propos de l'article 11.

L'article 11 est voté, et aussi l'article 12. Voici venir M. Lepère à propos de l'article 11.

Dans les départements, d'après cet article, la liste annuelle du jury est dressée par le président du tribunal civil ou un juge qu'il délègue, des juges de paix et des conseillers généraux de l'arrondissement ; à Paris, par le président du tribunal civil. Le juge de paix de l'arrondissement et ses suppléants, le maire et les quatre conseillers municipaux.

Demande de scrutin sur cet amendement. Mon Dieu ! c'est voté d'avance ! Pour 228 : contre 425 !

Un amendement présenté par M. Villain, proposant d'admettre dans la commission des juges au tribunal de commerce, a le même sort.

La séance se termine et s'achève dans des discussions que personne n'écoute sur la suite du projet de loi. Tout le monde s'efforce d'avoir des nouvelles de Kerdrel, mais les commissaires sont muets comme des carpes.

Après le rejet de l'amendement de M. Brunel, lequel voulait qu'on ne pût être juré sans avoir affirmé préalablement que l'on croyait en Dieu, mise à l'ordre du jour, après la loi sur le jury, et avant

le budget, du projet concernant la restitution des biens de la famille d'Orléans. (Que vous avais-je dit ?)

Paris, 17, 12. — M. Thiers n'est pas allé dans les tribunes, il s'est tenu dans son cabinet, et les premières manifestations de la commission, la commission, elle, attend les déclarations de M. Thiers.

Chaque accord d'ailleurs à trouver la situation grave, plus grave qu'elle n'a jamais été. Au 9 janvier, il s'agissait d'une attaque de nerfs. Aujourd'hui, le dissentiment est profond et la nomination de M. d'Audiffret-Pasquier (que M. Thiers considère comme un ennemi personnel), comme président de la commission, et de M. Raoul Duval comme secrétaire, l'accroît davantage.

Ce soir, réunions nouvelles de députés à Paris et à Versailles.

La réunion du centre gauche, on a désigné MM. Picard, Laboulaye et Casimir Périer comme rédacteurs du projet constitutionnel, pour le cas où l'initiative d'un député de ce groupe devrait être substituée à celle du gouvernement. Mais d'après ce que je vous ai dit plus haut, rien de moins décidé que la présentation du projet, si ce n'est l'heure et le moment de cette présentation.

On annonce la mort de M. Rivet.

« Mauvais augure », s'écrit-on, pour la longévité de sa constitution. »

Autre correspondance.

Versailles, 20 novembre.

Le gouvernement considère la commission Kerdrel comme étant chargée de terminer la crise dans un sens ou dans un autre. C'est ce qui résulte clairement d'ailleurs de la discussion dans les bureaux.

Aussi M. Thiers a-t-il pris la résolution de se rendre à la commission dans le plus bref délai. J'apprends que le Président exprimera devant la commission le vœu qu'une seconde Chambre soit nommée, et que le pouvoir de dissolution soit donné à la haute Chambre et au pouvoir exécutif qui ne pourrait l'exercer que d'accord entre eux. On m'annonce d'une autre source que M. Thiers, tout en faisant la proposition précédente, déclarera qu'il ne demande pas que ses pouvoirs soient prorogés et que, sur ce point, il accepterait parfaitement le *statu quo* ; si la commission veut rédiger un rapport dans ce sens, M. Thiers se déclarera satisfait ; je vous répète ce qui m'a été dit dans la salle des Fes-Pardus par quelques députés que des entretiens journaliers avec le Président, et j'ai tout lieu de croire à l'authenticité de ces renseignements.

Mais on ajoute que si la commission refuse d'accéder aux projets de constitution de M. Thiers, ce qui est très-probable et si elle montre de l'hostilité pour le gouvernement, ce qu'on prévoit, le président de la République, pour sortir d'une situation équivoque qui ne peut se perpétuer, réitérera un Message très-court pour demander des réformes destinées à affermir le pouvoir. Il provoquerait ainsi un vote de confiance. Vous voyez que M. Thiers compte à revenir sur sa première détermination de donner sa démission. Y aurait-il de nouvelles modifications dans ses projets ? On ne peut guère le dire en présence des rapports très-tendus qui existent entre l'Assemblée et le gouvernement ; je me borne simplement à vous signaler les faits actuels.

Plusieurs membres du centre gauche qui ont eu aujourd'hui des entretiens avec les membres du gouvernement ont été priés de ne présenter aucune proposition jusqu'à ce que la commission Kerdrel ait pris une décision.

Il n'est pas vrai que M. Picard ait assisté au conseil des ministres.

M. Thiers ira probablement demain à la commission Kerdrel.

(Correspond. agricole de l'INDÉPENDANCE.)

Paris, 17 novembre.

Notre agriculture est un peu comme les gros budgets. C'est un morceau d'ouï qui attire des rongeurs de tout espèce. En ce moment, nos champs et nos récoltes sont envahis par une multitude d'ennemis qui menacent sérieusement les résultats si prospères obtenus cette année-ci.

En premier lieu nous nous trouvons en face des campagnols (*arvicola subterraneus et arvalis*) dont la multiplication a atteint des proportions inquiétantes. C'est au point que la Société centrale d'agriculture de France a cru devoir se préoccuper des moyens susceptibles d'opposer une digue à cette invasion fâcheuse. Aux ravages du campagnol, sont venus s'ajouter ceux du rat hamster, introduit chez nous à la suite des armées prussiennes. On a signalé sa présence au côté de Beauvais où ses actes de voracité dépassent tout ce qu'on peut imaginer.

Une commission, composée de MM. Bouchardat, Gayot, Guérin-Meneville, Houzel et Milne-Edwards, a été nommée pour rédiger une instruction qui indique les meilleurs procédés pour détruire cette vilaine engeance. Aussitôt que j'aurai eu communication des travaux de ces savants, je m'empresse de vous les faire connaître, car le campagnol et le hamster ne respectent aucune frontière, et il se pourrait bien qu'ils allassent visiter vos campagnes dont les richesses ont amplement de quoi les attirer.

D'un autre côté, les vers blancs recommencent à faire parler de leurs méfaits. Récoment encore, on signale des luzernes qu'ils avaient profondément atteintes. Le procédé Jacquemin, qui consiste à herse, à biner les luzernes après la première coupe pendant plusieurs années de suite, et à extirper tous les vers que ces opérations ramènent à la surface du sol, est toujours celui que les praticiens recommandent le plus. Ajoutons, cependant, que le poulailier roulant de Giot est également très-efficace. Joignez-lui même lui donne, aujourd'hui encore, sa haute apparence. On sait que ce poulailier mobile se transporte dans les champs, et que les poulies, mises en liberté pendant que les labours ont lieu, suivent la charrie dans la raie et mangent tous les vers blancs qu'elle déterre en renversant la trèche. Dans le département de l'Ain, quelques cultivateurs-chasseurs substituent aux poulies le chien de chasse, très-friand des vers blancs quand il en a goûté une fois. Lui aussi suit la charrie à mesure qu'elle avance, et happe les vers en quantité telle qu'il en prend des indigestions. Il en est quitte pour se soulager à la manière des viveurs romains de l'antiquité, après quoi il retourne au banquet. Chez un cultivateur de notre connaissance, quatre chiens de chasse sont ainsi parvenus à purger un domaine de 60 hectares au bout de deux ou trois ans.

Mais pour que des moyens de destruction, quels qu'ils soient, se montrent réellement efficaces, il faut les rendre obligatoires dans toute la région infestée. Pratiqués isolément sur quelques points, le mal est enrayé pour un moment et reprend son cours en suite avec une intensité nouvelle.

Mes convictions, d'ailleurs, sont en effet profondément monarchiques. Je les ai puées dans ma famille et dans ma raison. La France n'est pas un enfant trouvé. Certaines personnes ne veulent la faire remonter qu'à 1789. Mais nous, nous nous souvenons qu'elle a dix siècles remplis de gloire et de grandeur ; nous ne pouvons l'oublier.

Dépendant en face des événements, nous sommes disposés à faire abstraction de ses opinions et à reconnaître la légitimité de la République, et nous nous souvenons que la République est le moyen de réparer ses pertes. Au-dessus de la question politique se dresse la question sociale, et quand nous demandons hier à M. le président de la République de se séparer des républicains, il s'est indigné en disant qu'il ne mettait sur la sellette.

C'est pas pour moi l'avisons mes, c'est lui qui s'y est placé. Pourquoi veut-il continuellement assiéger nos séances et braver en quelque sorte le Parlement ? Ce que nous lui demandons, et ce qu'il écarte en définitive tous ces conflits, serait un ministre responsable. Que M. Thiers nous donne des garanties.

J'ai entendu appeler la République tantôt démocratique, tantôt monarchique et sociale, tantôt conservatrice. Jamais je ne l'ai entendu appeler parlementaire. Est-ce que la République ne serait qu'une forme nouvelle du despotisme ?

En ce moment, nous avons la République, de nom ; mais, de fait, nous sommes sous un gouvernement essentiellement personnel. Que le gouvernement consente donc à marcher dans la voie parlementaire ; qu'il régularise le suffrage universel ; nous le

sa plus grande partie, se disperse pendant que la plume est sur pied, au moment où la récolte est mûre. Elle reste peu attachée au grain, mais en tombant elle se répand sur le sol, sur la paille, etc.

De là deux traitements distincts. Pour la carie, le sulfatage, infiniment préférable au chaulage, parce que les sulfates, très-solubles de leur nature, agissent avec une énergie que n'a pas la chaux qui est peu soluble. Pour le charbon, sa propagation ne peut être évitée qu'en proscrivant l'emploi, comme ailleurs, des pailles de blés charbonnés, et, de plus, en suspendant la culture des céréales pendant un temps suffisant pour donner aux champignons, que les vents et les pluies ont entraînés dans le sol, le temps de perdre leur faculté germinative.

On commence à recevoir quelques nouvelles sur le résultat des vendanges. D'après une note que j'ai sous les yeux, on a eu les deux tiers d'une récolte normale dans le Médoc, et moitié seulement dans les vignobles des Côtes, de Bourg et de Blaye. Quant à la qualité, on ne peut rien dire jusqu'à présent. Mais on présume qu'elle sera supérieure à celle de l'an dernier, très-inférieure à la campagne des produits de 1869 et 1870. Le champagne est moins bien partagé. Ses vendanges ont été tardives, à cause de la saison d'été peu favorable cette année dans cette région. On s'attend à des vins de qualité très-ordinaire. Dans la Côte-d'Or, deux tiers de récolte moyenne. Dans l'Hérault, l'Aude et le Gard, c'est à-dire dans le bassin du Rhône, belle récolte, au contraire, avec bon vin en perspective. Les distillateurs de Cognac non plus n'auront pas à se plaindre.

T
 on
 S

 di.
 R.
 nt-
 is,
 ar
 m.
 ur
 rs,
 and
 la
 2).
 us
 ns
 :
 e-
 re,
 33

du
et
de
bl
la
pe
la
ah
y
pl
al
un
ge
ra
m
m
d
to
ni
n
Du
im
vo
en
co
l'A
n
mo
de
le
il
qu
rit
tic
pa
m
ré
pi
di
d
l
de
tr
te
fa
vi
gu
l
va
la
re
la
g